

CONVENTION

relative à l'entretien du domaine public routier

Giratoire de la chapelle des Ponts- Neufs

Entre le département des Côtes-d'Armor, représenté par le président du conseil départemental, désigné ci-après par « le Département », d'une part,

Et la commune d'Hillion, représentée par le Maire de la commune, dûment habilité par délibérations du Conseil Municipal en date des 21.03.2026 et 27.04.2026, désignée ci-après par « la Commune », d'autre part,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière, notamment son article L. 115-2,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L. 2111-14,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-1, L. 2213-1 et L. 3221-4

Vu le règlement de voirie départemental approuvé par délibération du conseil départemental en date du 18 novembre 2019,

Considérant ce qui suit :

Le giratoire de la chapelle des Ponts-Neufs a été créé au croisement des routes départementales n°46 et n°786, commune d'Hillion. Il s'agit d'un aménagement paysager en entrée de l'agglomération des Ponts-Neufs, requérant dans un but esthétique un niveau de service particulier, qui excède celui porté par le Département. Il s'agit également d'un pôle d'échanges multimodal permettant l'articulation sécurisée des différents usages de la route, notamment les transports en commun et les mobilités actives.

Pour assurer un service public performant et durable, les parties souhaitent préciser dans le cadre d'une convention les modalités d'entretien de cet aménagement.

Il est convenu :

Article 1. – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'entretien du domaine public routier suivant, consistant en la voirie et toutes ses dépendances :

carrefour giratoire de la chapelle des Ponts-Neufs et voirie dédiée aux mobilités actives aux abords de la RD 786, conformément au plan annexé à la présente convention.

Article 2. – Entretien des aménagements à la charge de la Commune

La Commune assure l'entretien des zones identifiées comme lui incombant sur le plan annexé à la présente convention. Il s'agit notamment du terre-plain central du carrefour giratoire, de l'impasse de desserte riveraine à vocation communale longeant la RD 786 (aire de stationnement comprise), des trois passages piétons, des voies destinées aux mobilités actives (le long de la RD 786, au nord et à l'est du giratoire), et des bassins de rétention (au nord-est du giratoire et au sud à proximité de la chapelle Saint-Laurent).

Les équipements de voirie sont maintenus en bon état de propreté et de fonctionnalité. Ces équipements sont notamment constitués des voies dédiées aux mobilités actives (cheminements et aires de trottoirs), des bordures de trottoirs et quais de transports collectifs, des caniveaux et regards, ou encore de la signalisation permanente, horizontale et verticale (tout particulièrement en lien avec les passages piétons).

Les appareils d'éclairage public sont raccordés au réseau général d'éclairage de la Commune et maintenus en bon état de propreté et de fonctionnalité. Leur entretien et leur exploitation comprennent notamment le remplacement des appareils défectueux ou endommagés par un tiers, le remplacement des ampoules usagées, le contrôle périodique des appareils ou encore la fourniture de l'énergie électrique.

Les espaces verts, sont entretenus dans les règles de l'art (arrosage et tonte des parties engazonnées, taille des arbres, etc.) et de telle sorte que la sécurité des usagers et la lisibilité de la signalisation ne soient pas compromises. Le réseau d'arrosage des espaces verts est maintenu en bon état de fonctionnement.

Article 3. – Entretien des aménagements à la charge du Département

Le Département assure l'entretien des zones identifiées comme lui incombant sur le plan annexé à la présente convention. Il s'agit notamment de l'aire de stationnement au nord du giratoire, du fauchage à l'extérieur de la lisse bois à l'est du giratoire et le long de la RD 46, et de la couche de roulement de l'ensemble de la voirie départementale.

L'entretien est assuré conformément au niveau de service déterminé par le Département.

Article 4. – Modalités financières

Le Département et la Commune supportent l'intégralité des dépenses occasionnées par l'entretien dont ils assument la charge conformément aux stipulations des articles 2 et 3 de la présente convention, y compris les éventuelles consommations d'eau ou d'énergie et les frais d'abonnement afférents.

Lors des travaux d'entretien de la couche de roulement, les surcoûts causés par les aménagements en agglomération et relatifs aux passages piétons sont à la charge de la Commune (notamment la signalisation horizontale et le fraisage pour maintien de la hauteur de quai et des fils d'eau au droit des bordures et caniveaux).

Article 5. – Modification des aménagements

Tout projet d'aménagement ou de modification d'aménagement du domaine public routier départemental porté par la Commune fait l'objet d'une convention d'aménagement et d'entretien spécifique. Le Département aménage librement son propre domaine public routier.

Article 6. – Responsabilité

Chaque partie est responsable de toute conséquence découlant d'un défaut d'entretien d'un aménagement dont elle a la charge aux termes de la présente convention.

Article 7. – Date d’effet

La présente convention prend effet à compter de la date à laquelle elle recueille la signature des deux parties.

Article 8. – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de dix ans. À son expiration, elle est renouvelable par tacite reconduction par périodes de dix ans. Tout aménagement réalisé par le Département modifiant les aménagements mentionnés à la présente convention rend les stipulations afférentes caduques.

Article 9. – Résiliation de la convention

Les parties peuvent résilier la présente convention pour un motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de six mois suivant la notification de la décision motivée envoyée par lettre recommandée avec avis de réception.

Chaque partie peut également mettre fin à la convention à sa date d'expiration, en notifiant sa décision à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois mois avant la date de reconduction tacite.

Article 10. – Litiges

Les contestations qui s'élèvent au sujet de l'exécution et de l'interprétation de la présente convention font l'objet d'un règlement amiable des litiges. À défaut, ceux-ci sont jugés par le tribunal administratif de Rennes.

La présente convention, comportant 10 articles, est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Saint-Brieuc, le _____

Pour le Département,
le président du conseil départemental,
Christian COAIL
Pour la commune,
le Maire,
Vincent REBOURS

CONSEIL
DÉPARTEMENTAL
DES
CÔTES-D'ARMOR

ROUTES
DÉPARTEMENTALES


RD 786/46

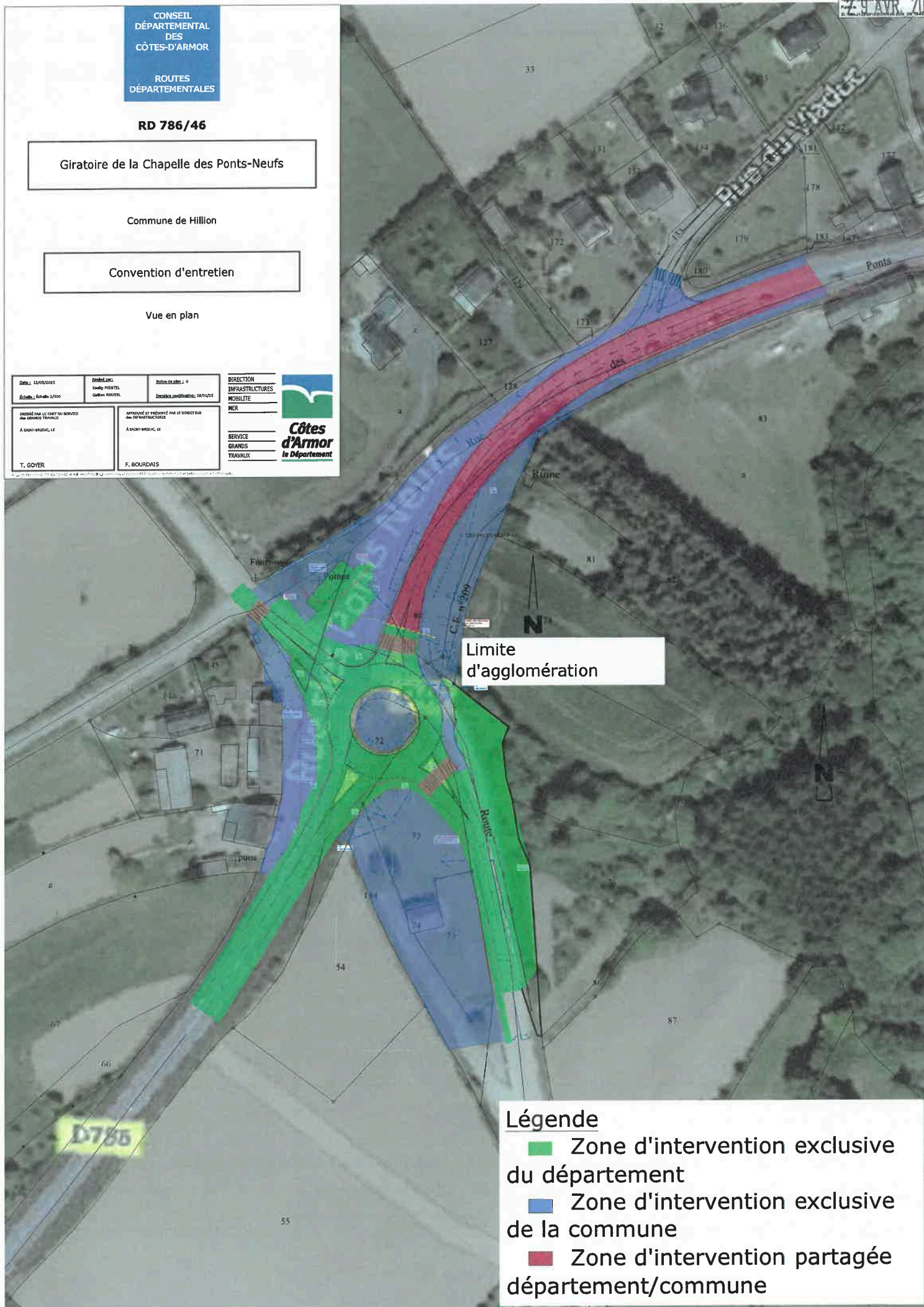
Giratoire de la Chapelle des Ponts-Neufs

Commune de Hillion

Convention d'entretien

Vue en plan

Date : 12/05/2025 Échelle : 1/500	Rédigé par : Gaëlle PIRELLI Gaëlle PIRELLI	Validé par : F. BOURDAIS	DIRECTION INFRASTRUCTURES MOBILITÉ MER SERVICE GRANDS TRAVAUX
IMPOSÉ PAR LE CHEF DU SERVICE DES GRANDS TRAVAUX A. SARTO-ARISTIDE, LE	APPROUVÉ ET PRÉSENTÉ PAR LE DIRECTEUR DES INFRASTRUCTURES A. SARTO-ARISTIDE, LE	F. BOURDAIS	



Légende

- Zone d'intervention exclusive du département
- Zone d'intervention exclusive de la commune
- Zone d'intervention partagée département/commune